12 octobre 1988, Québec

Conférence de presse sur la clause nonobstant

M. Bourassa: Je veux d'abord remercier M. French d'avoir accepté ses fonctions au ministère des Approvisionnements et Services, par intérim. M. French connaît très bien le secteur. Il a eu à négocier très souvent avec le ministère en question. C'était donc un choix logique pour occuper ces fonctions sans compter les qualités personnelles de M. French, c'est-à-dire son intelligence, sa détermination et sa compétence.

Je vais répondre brièvement aux questions. Je dois vous prévenir d'avance que je dois quitter pour Montréal assez rapidement parce que le Sommet de la technologie commence ce soir et je dois rencontrer les médias avant le sommet. Je devrai être le plus concis possible dans mes réponses, pour autant qu'il en soit de même de vos questions.

M. Descôteaux: La clause nonobstant, M. Bourassa.

M. Bourassa: Mon Dieu ! On passe à un autre sujet.

M. Descôteaux: Si vous permettez, pouvez-vous nous dire si vous considérez cela comme essentiel, comme nous l'a dit ce matin M. Guy Rivard, ministre responsable de la loi 101?

M. Bourassa: Je crois que M. Rémillard et M. Rivard se sont déjà prononcés. Vous savez, M. Descôteaux, que c'est votre journal de ce matin qui rétablissait les faits sur les circonstances dans lesquelles cette déclaration s'est faite ou ne s'est pas faite. Votre journal disait ce matin que M. Turner n'avait pas 'parlé de la clause nonobstant dans son discours, qu'on avait distribué un texte sur une résolution adoptée il y a un an. Donc, il faut replacer cela dans le contexte. Je n'ai pas d'autres commentaires à faire.

M. Descôteaux: Voulez-vous dire que M. Turner ne pense pas comme cela?

M. Bourassa: Non. Tout ce que je puis vous dire, c'est qu'il faut replacer les déclarations de M. Turner dans son contexte. Il n'y a pas eu de déclaration durant la campagne électorale de la part du chef du Parti libéral disant: Il faut abolir la clause nonobstant. On a ressorti une résolution de congrès. M. Turner a dit que, s'il était élu, il en discuterait avec ses collègues provinciaux. Attendons le 22 novembre et nous verrons si c'est une question d'actualité. Mais je crois que c'est prématuré pour l'instant de commenter davantage la position du gouvernement là-dessus qui, d'ailleurs, est bien connue.

Une voix: Souhaiteriez-vous que M. Turner précise davantage sa position là-dessus... pour ne pas laisser flotter cette ambiguïté dont vous parlez?

M. Bourassa: Je crois que M. Turner a mentionné, à la suite des manchettes faites dans certains journaux sur une résolution qui a été adoptée au-delà d'un an, qu'il serait intéressé à soumettre cette question au premier ministre des provinces, respectant la convention ou la coutume constitutionnelle. On verra après l'élection du 21 novembre s'il y a lieu de discuter de cette question de nouveau.

Une voix: Qu'est-ce que la clause nonobstant représente pour vous, M. Bourassa?

M. Bourassa: Je crois que M. Rémillard a répondu là-dessus ce matin. Je n'ai rien à...

M. Saint-Louis: La position du chef du gouvernement?

M. Bourassa: Oui, mais je n'ai rien à ajouter à ce que M. Rémillard a dit, M. Saint-Louis.

Une voix: Si vous estimez que c'est essentiel comme clause, pourquoi ne pas avoir alerté M. Turner avant, puisque cela fait déjà un an? Cela fait déjà très longtemps que c'est décidé?

M. Bourassa: Nos positions là-dessus sont connues. Je suis un peu tanné que vous posiez ces questions aujourd'hui alors qu'à Jonquière, j'ai élaboré assez longuement sur l'importance de ne pas soumettre la clause de la société distincte à la Charte des droits et libertés du Canada. Je crois que j'ai élaboré longuement. Je m'attendais que cela puisse être pris, cela ne l'a pas été. Là, soudainement, parce qu'il y a une déclaration dans un contexte électoral, on revient avec cette question. J'ai dit qu'il était important que la clause de la société distincte puisse prévaloir sur l'article 1 de la charte, c'est-à-dire que l'article 1 puisse être enrichi par la clause de la société distincte parce que, selon des juristes – je pourrais vous citer des causes, je n'ai pas apporté cela avec moi, mais j'aurai l'occasion de vous rencontrer de nouveau – si la clause de la société distincte n'a pas priorité sur la charte, c'est-à-dire si elle doit être assujettie à la charte canadienne, nous sommes dans une situation pire que le statu quo, c'est-à-dire que le Québec, au lieu de gagner du terrain en perd avec l'accord du Lac Meech, ce qui me paraît tout à fait inacceptable. J'avais émis ces propos étant donné que certains leaders libéraux avaient mentionné qu'il fallait assujettir la clause de la société distincte à la charte des droits, l'article 1 de la charte des droits dit qu'un gouvernement, dans certaines circonstances, peut restreindre certains droits si l'objectif est valable. C'est à peu près le sens de l'article 1. Alors, j'ai parlé de tout cela la semaine dernière.

Une voix: Vous avez parlé de l'article 3 aussi.

M. Bourassa: Et l'article 3, et cela ne semblait pas vous intéresser.

Une voix: Non, cela nous intéressait, au contraire. Il y avait l'heure d'ouverture et de fermeture des magasins.

Une voix: ...vos recommandations.

M. Bourassa : Non, même s'il y avait les heures d'ouverture et de fermeture des magasins, M. Girard, il me semble que c'était... Il existe encore la question des heures d'ouverture des magasins. Tout à coup, parce qu'il y a eu une déclaration présumée en campagne électorale, vous êtes tous là fébriles pour me poser des questions là-dessus.

Une voix: C'est parce qu'on sait que vous êtes neutre.

Une voix: Dans le fond, ...nous dire que si on a la clause de société distincte, on n'aura plus besoin de la clause nonobstant.

M. Bourassa : Non, ce n'est pas ce que je dis. Je dis simplement que toute cette question d'interprétation juridique, parce que c'est relié, cela fait partie de certains propos de leaders libéraux, la question de la charte et de la clause de société distincte. Il y a, notamment, Mme Sharon...(?). M. McKenna, je suis moins sûr. Lui, c'est la question du droit des femmes, je crois, et celle des minorités francophones sur lesquelles il insiste le plus, mais il y en a d'autres aussi. Tout cela est relié ensemble. On aura l'occasion d'en reparler. D'autres questions?

Une voix: Yes, sir.

Une voix. M. Bourassa, un point en terminant.

M. Bourassa: Oui, M...

Une voix: ... le ministre des Approvisionnements et Services... Pourquoi? Cela veut dire quoi l'intérêt? Est-ce que vous avez l'intention d'effectuer un remaniement complet plus tard?

M. Bourassa: J'ai quand même un engagement à respecter. Je m'étais engagé à l'élection partielle dans le comté de Roberval à nommer M. Blackburn comme membre du Cabinet. J'ai l'intention de respecter mon engagement. Cela ne veut pas dire qu'il sera affecté au poste en question, mais il peut y avoir des réaménagements qui vont permettre de conclure à des nouvelles responsabilités qui seraient confiées à M. Blackburn d'ici quelques mois. Mais M. Blackburn n'a pas encore fait son entrée à l'Assemblée nationale. J'ai jugé bon, même après en avoir discuté avec lui, que, pour quelques mois, il pourra continuer d'agir comme adjoint parlementaire au premier ministre et, par la suite, il pourra assumer des nouvelles fonctions qui pourraient être affectées à différentes fins pouvant être reliées, hypothétiquement, à des réformes à l'intérieur du ministère en question occupé par M. French, les deux ministères, quoi.

Une voix: Est-ce que M. French justement va avoir, pendant qu'il va cumuler son double mandat, le mandat d'examiner quels sont les services qui pourraient être regroupés sous un seul et même ministère, parce qu'il s'agit de deux ministères de services que celui des Communications et celui des Approvisionnements et Services? Il y a très certainement des choses au ministère des Approvisionnements et Services qui pourraient aller au ministère des Communications ou l'inverse.

M. Bourassa: Ce sont des choses qui ont été discutées depuis quelque temps, comme vous le savez, M. Girard, et M. French, étant maintenant titulaire des deux ministères, pourra nous faire des représentations à cet effet.

Une voix: Ce matin, M. Fortier a fait un bilan des privatisations et a dit que la prochaine étape serait sûrement la privatisation de certains services gouvernementaux. Il a fait référence, entre autres, à des études menées au ministère de la Santé et des Services sociaux sur la privatisation de certains services. Est-ce que votre gouvernement est prêt à justement se lancer dans une offensive ou une deuxième étape de privatisation dans le sens de ce que disait M. Fortier?

M. Bourassa: Il va falloir attendre les conclusions de la tournée de Mme Thérèse Lavoie-Roux

pour ce qui a trait au secteur de la santé. Il y a certaines idées, comme vous le savez, qui ont été émises sous forme d'expériences pilote, mais il n'y a pas de décision sur l'ensemble des conclusions. Mme Thérèse Lavoie-Roux, la ministre responsable, devrait nous faire des propositions au Conseil des ministres et, à la suite de cela, on verra si on doit s'engager dans des nouvelles modalités pour ce qui a trait à l'administration du secteur hospitalier, mais ceci sans changer d'aucune façon les principes qui sont ceux du gouvernement sur l'accessibilité et l'universalité des soins de la santé. Mais il peut y avoir des expériences pilote pour améliorer le système de la santé, qui donnent un peu plus de flexibilité au système.

Une voix: Are you leaving the door open Sir to privatisation of some government services?

M. Bourassa: We said, I think the minister Mrs. Thérèse Lavoie-Roux said in certain case, cafeteria laundry et this could be considerable but she is still studying the question and we will have to wait for her conclusion before taking a final decision or final government policy.

Une voix: Sir, what comments or what answer do you have to ? Quebec Parliament telegram?

M. Bourassa: Which telegram are you asking?

Une voix: ?? french sign, bilingual signs??

M. Bourassa: I think it is premature for them to reach a conclusion on that until we have the judgment of the Supreme Court. There are some different options which are considered. As you know, that formula was proposed by Mr. Léon Dion and it could be considered by the government but there are other scenarios which were proposed, bilingual sign french is a priority but this seems to be difficult to apply. Other were proposed as you know, bilingual districts, so there are some scenarios which are existing which scenario will be adopted by the government as a final policy. We have to wait for the interpretation of the law by the judgment of the Supreme Court but as I said thousand times Mr. Noseworthy we have to take into account of different factors, individual liberties, this is the essence of our civilisation, the protection of the french culture which because of demography is more vulnerable now than it was I would say 20 years or even 10 years ago, I will say social peace. I think any responsible leader has to take into account social peace. Those are the main factors which will be with considered. There is nothing new in that. But it is premature for Alliance Quebec to reach a conclusion on a government policy without we have the judgment by the Supreme Court. But I respect their opinion. They are entitled to respect their opinion.

Une voix: But, Sir, it seems that you have given up on trying to ? the policy adopted a few years ago, bilingual sign.

M. Bourassa: I think we have to do it again. I think any conclusion on government policy now is premature.

Une voix: Premier, Continental Can ... (?)closed down 300 workers who are worried about their jobs...What response do you have for them?

M. Bourassa: We will see. As you know, unfortunately we have those exceptions. We have a lot of companies coming in Quebec. We have headquarters coming back to Québec. So, on

the whole, the economic situation is very good. I do not have to give you the figures. The latest figures of unemployment did show the sharpest drop in Québec, from 9.8 to 9.2. We had from September to September 98000 new jobs which were created. So those who are talking about a recession I would say that the facts do not justify that. But, there are some companies and specific cases. We are available to do whatever can be done to protect the jobs. We did it in many cases. Some companies did show some intention to close. There is one in Joliette which was supposed to close. We had some meetings and we prevented the closure. So we are available. This was told to the managers of that company that anything could be done to help them to keep the company and to limit the number of unemployed people will be extremely well considered by the government.

Une voix: Are you (???) to the employees a meeting or anything special?

M. Bourassa: I talked about that, if my memory is good, I have to check that. My office did talk with the manager about that situation.

Une voix: How about the employees? What is the demand?

M. Bourassa: I am just ensuring you that I was talking about that. My office was talking about that situation in order to offer all kinds of collaboration. As you know, we had an agreement which was signed few days ago by PATA, the PATA agreement. You know what I am talking about, in order to face those kinds of situation. This was adopted and signed by the Federal and the Provincial Government.

M. Girard: M. le premier ministre, vous allez participer au Sommet technologique de Montréal. Qu'est-ce que vous avez à annoncer, en tant que chef du gouvernement, à tout ce qui compte sur ce sommet pour une relance de l'industrie technologique?

M. Bourassa: J'ai des choses importantes, M. Girard. Mais j'ai une conférence de presse à 18 h 30. Si je me présente à la conférence de presse à 18 h 30 et qu'ils ont appris par vous tout ce que je suis pour leur annoncer, je ne crois pas... Ce sera un manque de courtoisie. Vos collègues du Journal de Montréal n'apprécieront pas d'avoir tout le contenu des déclarations du gouvernement. Vous risquez d'avoir une bonne discussion, très virile.

M. Girard: À cette heure, M. le premier ministre, il va rester de l'espace pour trois paragraphes. Vous êtes aussi maintenant.

M. Bourassa: Si je suis ponctuel, si j'arrive à 18 heures comme je l'ai promis, à ce moment, ils auront le temps. D'autant plus que c'est un bon texte, avec de bons éléments. Je pense que cela devrait avoir une certaine priorité chez vos chefs de pupitre.

Une voix: M. Bourassa, brièvement. Qu'est-ce que vous avez l'intention de faire dans le cas de Continental Can?

M. Bourassa: J'ai discuté. Pour le chef du gouvernement c'est par dizaine de dossiers. J'ai discuté je crois d'une entreprise – je crois que bien de nous le donner c'est cette entreprise – avec le président de l'entreprise pour voir ce qui pourrait être fait pour atténuer l'impact de cette décision. Il arrive parfois qu'il y a des entreprises qui quittent le Québec. Il y en a

beaucoup d'autres qui viennent. C'est pourquoi on a créé près de 200 000 emplois depuis qu'on est au pouvoir, donc il y en plus qui viennent qu'il y en a qui partent. C'est quand même très difficile pour les employés qui doivent accepter cette mutation, ces déménagements. C'est pourquoi nous sommes prêts à utiliser les programmes pour faire face à cette situation.

Une voix: Qu'est-ce qu'on a répondu?

M. Bourassa: Qu'on était prêt, qu'on était pour garder le contact avec nous pour voir si on ne pouvait pas aider ces entreprises.

Une voix: Ils n'ont pas dit...

M. Bourassa: Il y a quand même un programme, le programme PATA comme vous savez, qui a été établi pour précisément faire face à ces entreprises qui ferment. Nous sommes dans un monde de mutation accélérée sur le plan industriel et sur le plan économique. Vous avez malheureusement à l'occasion des entreprises qui ferment. Les gouvernements sont là pour aider les travailleurs. On a adopté un programme précisément avec le gouvernement fédéral pour faire face à cette situation, pour aider les travailleurs qui peuvent être affectés. Si on peut poser d'autres gestes à travers tous nos programmes on va le faire. C'est notre responsabilité d'aider au maximum ceux qui peuvent être pénalisés par ces décisions qui, j'espère, sont très isolées. Cela va? Merci beaucoup.

Une voix: Some of your ministers are less concerned than you are about notwithstanding...